

and Travaux publics et
Services Gouvernementaux
Canada

# **RETURN BIDS TO:**

## **RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving - PWGSC

1550, Avenue d'Estimauville 1550, D'Estimauville Avenue Québec Québec G1J 0C7

# SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires** 

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution TPSGC-PWGSC 601-1550, Avenue d'Estimauville Québec Québec G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Réhabilitation de l'enveloppe			
		mendment No N° modif.	
EE520-210282/A		008	
		Date	
R.069144.102		2020-08-17	
GETS Reference No N° de référence de SEAG			
PW-\$QCM-039-17941			
File No N° de dossier CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME			
QCM-0-43042 (039)			
Solicitation Closes - L'invitation prend f at - à $02:00~PM$ on - le $2020-08-21$		Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B F.A.B.  Plant-Usine: Destination: ✓ Other-Autre:			
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:		Buyer Id - Id de l'acheteur	
Jean, Serge		qcm039	
Telephone No N° de téléphone		FAX No N° de FAX	
(418) 928-1906 ( )		(418) 648-2209	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:			

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée

de l'entrepreneur
n on behalf of Vendor/Firm
gner au nom du fournisseur/
tères d'imprimerie)
Date

Delivery Offered - Livraison proposée



Amd. No. - N° de la modif. 008 Buyer ID - Id de l'acheteur QCM039

Client Ref. No. - N° de réf. du client R.069144.102

File No. - N° du dossier MTC-9-42118 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#### **MODIFICATION 008**

#### **DEMANDE DE PROPOSITIONS (DDP)**

Services d'expert-conseil en A&G pour la réfection de l'enveloppe de l'Édifice Louis-S. St-Laurent (3PCO) (Québec)

L'objectif de la modification 008 est de répondre à des questions.

Veuillez appliquer les modifications suivantes à la DDP :

#### (1) QUESTION ET RÉPONSE 35

#### QUESTIONS/QUESTIONS **RÉPONSES/ANSWERS** 35 Nous aimerions avoir quelques précisions au sujet Voici les clarifications demandée en se basant sur le des exigences en sécurité, ainsi que sur la texte de IP6 EXIGENCES RELATIVES À LA (FR) réponse à la 15 de l'addenda 6. Notre SÉCURITÉ et la CS1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ. compréhension de la réponse à cette question est que la firme d'architecture et de génie structural doivent fournir l'attestation VOD, la cote de Pour l'IP6 1.a), SPAC considère que le protection des documents approuvés au niveau soumissionnaire est le proposant seulement. PROTÉGÉ B, en plus des cotes de fiabilité. Toutefois, la réponse positive à la sous-question À CS1, lorsqu'il est mention de «l'entrepreneur ou de A (est-ce que les mêmes exigences s'appliquent l'offrant», on vise également le proposant. aux membres du personnel clé d'une part, ainsi qu'à tous les autres sous-traitants que nous Afin de préciser la réponse à question 15A; oui, les prévoyons impliquer dans le mandat ?) nous exigences de IP6 1.b) s'appliquent au personnel clé amène à demander une clarification. Est-ce que lorsqu'ils doivent avoir accès à des renseignements ou les cotes de fiabilité et l'attestation VOD doivent à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé. être fournies pour les sous-experts suivants? Maçon détenant une licence en règle Que ce personnel clé soit avec la firme du proposant d'entrepreneur général en construction délivrée ou un sous-traitant. Attention : le proposant doit juger par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ); si le personnel clé DOIT avoir accès à des Génie mécanique (CVAC, plomberie, renseignements ou à des biens protégés. Ce qui n'est protection incendie) pas requis pour tous selon SPAC. Génie civil Gestion MDB/BIM Gestion des coûts Gestion des échéanciers Design d'intérieur Aménagement du paysage Spécialiste en environnement Nous comprenons également que ces sousexperts n'ont pas à avoir la cote de protection des documents approuvés au niveau PROTÉGÉ B. est-ce exact?

Solicitation No. - N° de l'invitation EE520-210282/A

Amd. No. - N° de la modif. 008 Buyer ID - Id de l'acheteur QCM039

Client Ref. No. - N° de réf. du client R.069144.102

File No. - N° du dossier MTC-9-42118 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

### 35 (EN)

We would like some clarification on the security requirements, as well as on the response to 15 of Amendment 6. Our understanding of the answer to this question is that the architectural and structural engineering firm must provide DOS certification, the security clearance of approved documents at the PROTECTED B level, in addition to reliability status. However, the positive answer to sub-question A (do the same requirements apply to key personnel on the one hand, and to all other subcontractors we plan to involve in the mandate on the other hand) leads us to ask for clarification. Are reliability status and DOS certification to be provided for the following sub-experts?

- Mason holding a general building contractor's licence in good standing issued by the Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Mechanical engineering (HVAC, plumbing, fire protection)
- Civil Engineering
- MDB/BIM Management
- Cost management
- Schedule management
- Interior design
- Landscaping
- Environmental Specialist

We also understand that these sub-experts are not required to have the approved document protection rating at the PROTECTED B level, is that correct?

The following clarifications are requested based on the text of SI6 SECURITY REQUIREMENTS and SC1 SECURITY REQUIREMENTS.

For SI6 1.a), PSPC considers the proponent to be the proponent only.

In SC1, where reference is made to "the contractor/offeror", it is also referred to as the proponent.

To clarify the answer to question 15A; yes, the requirements of SI6 1.b) apply to key personnel when they require access to protected or classified information or assets or to work establishments to which access is restricted. This applies whether such key personnel are with the applicant's firm or a subcontractor. Caution: The proponent must judge whether key personnel MUST have access to protected information or assets. This is not required for everyone according to PSPC.

<sup>\*\*\*</sup> Les autres modalités demeurent inchangées \*\*\*